

POINT FORT

«La pénurie de logements n'est pas la faute de l'immigration en tant que telle»

LIBRE CIRCULATION. Membre de la direction d'Economiesuisse, Rudolf Minsch met en garde contre l'initiative de l'UDC «sur la durabilité». L'expert pointe les contradictions des Suisses.

Jonas Follonier

Limiter la population suisse à 10 millions d'habitants d'ici à 2050: l'initiative populaire de l'UDC sur laquelle les citoyens s'exprimeront le 14 juin suscite de vives critiques du côté d'Economiesuisse. Rudolf Minsch, chef économiste de la fédération revendiquant plus de 100.000 entreprises membres, redoute les conséquences d'un tel scénario, entre incertitudes juridiques, remise en cause des accords avec l'Union européenne (UE) et affaiblissement de l'attractivité du pays. Contrairement au professeur à l'Université de Fribourg Reiner Eichenberger, qui s'est exprimé au début du mois dans *L'Agefi*, il estime que les accords bilatéraux profitent aux résidents helvétiques. Entretien.

«Le citoyen semble être attaché aux bienfaits de la croissance sans vouloir garantir la poursuite de cette dernière dans son environnement. C'est un défi classique.»

Rudolf Minsch
Chef économiste
d'Economiesuisse



■ Selon Economiesuisse, l'initiative de l'UDC mènerait le pays au «chaos». Pourquoi?

Nous reprenons effectivement ce terme de l'alliance interpartisanne contre cette initiative, car celle-ci mènerait bien à une forme de chaos. Ce texte demande que dès le franchissement de 9,5 millions d'habitants, la Suisse prenne des mesures dans le domaine du regroupement familial ou de l'asile. Et si le plafond de 10 millions est atteint, Berne devrait envisager la dénonciation de son accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE.

Sitôt l'initiative acceptée, les Vingt-Sept pourraient interpréter ce résultat comme un souhait de la Suisse de se retirer des accords bilatéraux. D'ailleurs, si l'accord sur la libre circulation des personnes venait à être dénoncé, les autres accords bilatéraux I tomberaient en vertu de la clause «guillotine». Les accords de Schengen/Dublin seraient également remis en



Votation. Les Suisses s'exprimeront le 14 juin sur l'initiative populaire demandant de limiter la population à 10 millions d'habitants d'ici à 2050 – ici le lancement de la campagne de l'alliance interpartis contre l'initiative de l'UDC.

question, ce qui générerait notamment l'espoir pour chaque migrant dont la demande d'asile a été rejetée en Europe d'en déposer une deuxième en Suisse. Ce serait un chaos migratoire et sécuritaire.

En outre, l'incertitude juridique générée par cette situation nuirait à l'attractivité de la place économique suisse. Il est naïf de penser que la Suisse pourrait maintenir sa prospérité en poursuivant son chemin en solitaire, alors même que plus de la moitié de ses exportations se destine à l'UE et que celle-ci reste son premier partenaire commercial.

■ **L'ampleur de l'immigration en Suisse, principalement due à la libre circulation des personnes avec l'UE, est-elle pour autant soutenable? Le pays bat des records mondiaux en la matière, avec un quart d'étrangers dans la population et une hausse démographique de 1% chaque année...**

Il ne fait aucun doute que la Suisse connaît des difficultés liées à l'immigration. Mais ce n'est pas la faute de l'immigration en tant que telle. La pénurie de logements est ainsi de notre propre fait. A Zurich ou à Genève, le délai pour une autorisation de construire dure un an, ce qui éloigne les inves-

tisseurs potentiels, institutionnels ou privés. La même chose vaut pour les autoroutes: il faudrait en construire davantage, or cela a été refusé dans les urnes. Le citoyen semble être attaché aux bienfaits de la croissance sans vouloir garantir la poursuite de cette dernière dans son environnement. C'est un défi classique.

■ **Le même genre de phénomène semble valoir pour le thème de la prévoyance. Si l'âge de référence pour le départ à la retraite était augmenté à 70 ans, la Suisse aurait-elle encore besoin de la libre circulation des personnes?**

Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique publiés au début de ce mois pour l'année 2025, le nombre de résidents de plus de 65 ans dépasse pour la première fois celui des moins de 20 ans. Cela pose d'énormes défis pour la main-d'œuvre des entreprises et le financement des retraites ou de la santé. La solution la plus simple serait de travailler plus – plus longtemps à un pourcentage plus élevé. Et davantage de travail indigène signifierait en effet moins d'immigration. Cependant, le besoin de recruter des personnes venant de l'étranger ne disparaîtrait pas. La libre circulation des personnes, qui permet aux en-

treprises de trouver les travailleurs dont elle a besoin sans tracasseries administratives, serait toujours nécessaire pour qu'elles aient accès aux meilleurs spécialistes. La Suisse ne peut en fournir suffisamment à elle seule. De plus, il resterait des professions que les résidents ne souhaitent pas exercer.

■ **L'intelligence artificielle (IA) est-elle en mesure de combler en partie ce besoin?**

Des études montrent qu'environ 8% des places de travail pourraient être remplacées par ces nouvelles technologies dans les dix prochaines années. Ce taux est inférieur aux évolutions que connaît déjà l'économie suisse. Des secteurs se développent quand d'autres disparaissent, c'est la logique du capitalisme.

■ **Un rapport de la société de conseil Ecoplan publié en 2025 par le Conseil fédéral soutient que l'érosion des accords bilatéraux engendrerait une baisse cumulée du PIB suisse de 4,9% de 2028 à 2045. Selon une méta-étude de SwissEconomics, dirigée par le professeur Mark Schelker pour le compte de l'association d'entrepreneurs eurocritiques Autonomiesuisse,**

cette baisse ne serait que de 0,9% pour le PIB par habitant si l'on exclut les frontaliers et surtout les immigrés qui seraient venus en Suisse en cas de maintien de la libre circulation...

Cette analyse fait fi du fait que les modèles d'Ecoplan déduisent déjà l'immigration et les frontaliers pour calculer la baisse du PIB par habitant, estimée à 2500 francs par an. Ce coût reste élevé! SwissEconomics postule par ailleurs que le revenu du capital ne serait pas affecté par un déplacement du capital lui-même. Or, le rapport d'Ecoplan montre que, sans les bilatérales, la compétitivité des

entreprises suisses baisserait, certaines perdant des parts de leur valeur ajoutée. Ce faisant, le stock de capital sur place – installations de production, laboratoires, équipements, bureaux... – perdrait réellement de la valeur. Une partie des investissements est irrécupérable et le capital physique n'est pas parfaitement mobile.

En outre, Ecoplan se fonde sur des hypothèses très prudentes, par exemple en supposant que les revenus des frontaliers sortiraient entièrement de la Suisse, ce qui est peu probable. De plus, l'étude de l'institut BAK Economics commandée par notre fédération arrive à peu près aux mêmes estimations qu'Ecoplan avec des modèles différents. Selon cette analyse, la baisse de PIB pourrait même être de 7,1% en 2045.

■ **Cela ne montre-t-il pas que l'on peut arriver à des résultats différents en fonction des modèles et que l'on doit donc prendre ces chiffres avec précaution?**

Il est impossible de savoir avec précision quels seraient les effets d'une expiration de ces accords. Ce qui est sûr néanmoins, c'est qu'ils profitent aux résidents! Le PIB par tête a augmenté durant toute la période depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes en 2002. Ce traité permet aux employeurs de recruter des personnes ultra-qualifiées, qui améliorent la productivité de leurs entreprises et donc les salaires de tout le monde. Les travailleurs étrangers sont complémentaires à la main-d'œuvre locale, ils ne la remplacent pas.

■ **Reste que, depuis deux décennies, la croissance du PIB suisse est majoritairement générée par une hausse de la population et non par une meilleure productivité. N'est-ce pas un problème si l'économie**

Rudolf Minsch en six dates clés

1967 Naissance à Coire (GR)

1999 Professeur à l'Université des sciences appliquées des Grisons, puis professeur invité dès 2007

2002 Doctorat en sciences économiques de l'Université de Saint-Gall

2007 Chef économiste d'Economiesuisse

2007 Membre de la Commission de la concurrence

2019 Maître de conférences au cursus intensif PME (DAS) de l'Université de Saint-Gall

helvétique abandonne la recherche de l'excellence qui a fait sa force?

Cela constitue également un enjeu. Toutefois, la productivité continue d'augmenter et son renforcement reste un objectif central pour notre faïtière et les entreprises que nous représentons. Officiellement, c'est aussi le souhait de la majorité politique, mais sa tendance est quand même de surréglementer l'économie, ce qui nuit à l'innovation. Le pragmatisme suisse s'est un peu perdu. On le voit avec la tentation du «Swiss finish» dans la réglementation des banques ou des multinationales...

■ Un rapprochement institutionnel avec l'UE n'aggraverait-il pas cette course

à la réglementation?

Avec les nouveaux accords, Berne devrait reprendre seulement 1% de la réglementation relative au marché intérieur. Cela ne concerne que les domaines où la Suisse a un grand intérêt à avoir des accords avec Bruxelles: le transport aérien, les obstacles techniques au commerce... Là où l'UE produit des montagnes de bureaucratie, notamment en politique environnementale, la Confédération ne sera pas tenue de s'aligner. A moins qu'elle ne choisisse elle-même de le faire, au risque d'aller à l'encontre de ses propres intérêts.

■ Un mot encore sur la productivité: certes, elle augmente en Suisse, mais moins que dans la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Et la hausse de cet indicateur se concentre de plus en plus dans la pharma...

Voyez-vous un risque dans cette homogénéisation de l'économie helvétique, que l'on retrouve également dans les exportations?

La hausse de la productivité depuis 2002, exprimée en dollars internationaux (*ndlr: à parité de pouvoir d'achat*), est plus marquée que dans les autres pays, à l'exception des Etats-Unis. De plus, le niveau de productivité en Suisse demeure nettement supérieur à celui observé dans la grande majorité des économies.

Quant à la concentration de la productivité, il s'agit d'un phénomène mondial. Aux Etats-Unis, ce sont surtout les entreprises Gafam – Google (Alphabet), Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – qui stimulent la productivité. L'industrie, elle, est en perte de vitesse. La Suisse dispose toutefois d'une structure économique diversifiée et compétitive à l'échelle internationale. Cela vaut pour la pharma, l'industrie des machines ou l'horlogerie, mais aussi pour les entreprises textiles qui ont réussi à se positionner sur des niches.■